

### Agence de Metz

1 rue Jean Antoine Chaptal  
57070 METZ  
Tel 03 72 39 53 47  
metz@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.2

| Mission(s)  |            |
|---|------------|
| ATHAND, F, HAND, L (*), LE, LP (L*+P1), SEI (*), VIEL (*) |            |
| Nos références  | Date       |
| 570C251V (570-C-2025-001C)                                | 10/07/2025 |

## METZ - ILE DU SAULCY TRAVAUX ELECTRICITE - REMPLACEMENT DES LUMINAIRES

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1 RICT



| Envoi | UNIVERSITE DE LORRAINE - MOISSON Erwan | Maître d'ouvrage | erwan.moisson@univ-lorraine.fr |
|-------|--|------------------|--------------------------------|
|-------|--|------------------|--------------------------------|

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Franck REMY - Le vérificateur des installations électriques, Florent BELHOTE

Le chargé d'affaire,  
Franck REMY

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| I - OBJET DU RAPPORT.....  | 3  |
| II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....                                       | 3  |
| III - AUTEURS DU RAPPORT.....  | 3  |
| IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....  | 3  |
| IV.1 - Désignation des intervenants.....   | 3  |
| IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....                               | 3  |
| IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....   | 4  |
| IV.4 - Calendrier des travaux.....   | 4  |
| V - DOCUMENTS EXAMINES.....  | 5  |
| VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....   | 6  |
| VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....                              | 7  |
| VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....  | 8  |
| VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....                        | 9  |
| VIII.2 - Solidité des existants.....   | 11 |
| VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....    | 13 |
| VIII.4 - Fonctionnement des installations .....  | 15 |
| VIII.5 - Classement et référentiel.....  | 17 |
| VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....         | 19 |
| VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*).....                 | 25 |
| VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)..... | 26 |

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Travaux d'électricité et SSI

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°570-C-2025-001C et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- F - Mission de fonctionnement des installations
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L\*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Franck REMY

*Le vérificateur des installations électriques, Florent BELHOTE*

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

UNIVERSITE DE LORRAINE  
34 COURS LEOPOLD  
54000 NANCY

### IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Mise en conformité SSI au Théâtre Koltès, reprise de la ventilation au local transformateur Simone Weil et de l'éclairage de sécurité

Adresse de l'opération :

Théâtre Koltès  
ILE DU SAULCY à METZ  
57000

## IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

50 000 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 07/2025

Durée prévisionnelle des travaux : 4 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Plans architectes

Plans EL01, EL02 et EL03 - RDC, R+1 et R+2 du Théâtre Koltès

Plan EL04 - plan de reprise de la ventilation au local transformateur Simone Weil

### - Descriptifs

CCTP ELECTRICITE CFO et CFA

### - Dossier d'AT

Notice de sécurité

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Lot 101 - Maître d'oeuvre - ATFE ingénierie

- Les luminaires installés dans les escaliers de la grande salle d'audition devront permettre d'avoir un éclairage d'une valeur de 150 lux moyen. A préciser au CCTP et à justifier en EXE.
- \* S'assure par note de calcul de la bonne adéquation des appareillages implantés dans les armoires électriques avec les installations existantes. (sélectivité, filiation, chute de tension ...)
- \* Absence de BAES et de BAPI au niveau du local source centrale. (local de service électrique)
- \* Précisez la mise en place d'un voyant de report de défaut de la source centrale.
- \* Précisez comment est réalisé l'alimentation de la source centrale.
- \* Les PV de conformité à la NF EN 60541
- \* Nous transmettre le cahier des charges du coordinateur SSI comprenant les travaux de modification du SSI.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### **ELECTRICITE**

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

### **SECURITE INCENDIE**

#### **SSI**

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

#### **Eclairage**

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES/BAEH

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Fonctionnement des installations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type L (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

|           |   |
|-----------|---|
| <b>AF</b> | AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.   |
| <b>AS</b> | AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part. |
| <b>AD</b> | AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.  |
| <b>SO</b> | SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.   |
| <b>PM</b> | POUR MEMOIRE  |
| <b>HM</b> | HORS MISSION  |

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

| Réf | Exigences réglementaires   | Avis | Observations   |
|-----|--|------|--|
|     | <b>Ouvrages de structure</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux :</li> <li>- Dalles, poutres</li> </ul> | AF   | Percements de petits diamètre pour passage de câbles.<br>La réservation existante en façade pour ventilation du local transfo du bâtiment Simone Veil ne sera pas modifié. |

## VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

| Réf             | Exigences réglementaires   | Avis                     | Observations   |
|-----------------|--|--------------------------|--|
|                 | <b>Code de la construction et de l'habitation</b><br><br><b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>   | PM                       |  |
| R164-1-I        | Domaine d'application du présent chapitre  | PM                       | Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes   |
| R164-1-II & III | Dispositions applicables ou solutions équivalentes   | PM                       | Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous   |
| R164-2-I        | Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes :<br>- a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes<br>- b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant  | PM<br>SO                 | Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes<br>Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous   |
| R-164-2-II      | Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie :<br>Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements   | PM                       | Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié |
|                 | <b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>  |                          |  |
| Art. 1          | Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19<br>Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre<br>Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent<br>Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant<br>Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants | PM<br><br>SO<br>PM<br>PM | A la charge du MOA   |
| Art. 14         | <b>Dispositions relatives à l'éclairage</b><br><br><b>II. - Caractéristiques minimales</b><br><br><b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b><br>des escaliers et équipements mobiles : 150 lux   | AS                       | Les luminaires installés dans les escaliers de la grande salle d'audition devront permettre d'avoir un éclairage d'une valeur de 150 lux moyen. A préciser au CCTP et à justifier en EXE.                                      |

## VIII.4 - Fonctionnement des installations

### ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

### REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

| Réf | Exigences réglementaires   | Avis  | Observations   |
|-----|--|---|--|
|     | <p><b>GENERALITES</b></p> <p>Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.</p> <p><b>VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION</b></p> <p><b>Généralités</b></p> <p>Art 63.1 Dispositions de caractère général</p> <p>Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.</p> <p>Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.</p> <p><b>Ventilation mécanique</b></p> <p><b>VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS</b></p> <p>R4212-1 Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17</p> <p>R4222-6 Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique :</p> <p>Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m<sup>3</sup>/h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m<sup>3</sup>/h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m<sup>3</sup>/h -Autres ateliers et locaux 60m<sup>3</sup>/h</p> <p>R4222-7 Occupation épisodique : Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.</p> <p>Mesure des débits de ventilation</p> | <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> | <p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.</p> <p>Les débits et volumes ci après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. Pour ces personnes les débits sont décrits en code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F</p> <p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F</p> <p>les mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction sont à effectuer par l'entreprise avant réception, et les résultats sont à communiquer</p> |



## VIII.5 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Théâtre Koltes

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Alimenté depuis l'installation existante.
- Equipement d'alarme / SSI : SSI cat A avec alarme type 1
- Ventilation : ventilation mécanique du local transformateur Simone VEIL

**Date d'application du référentiel réglementaire : 13/05/2025**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Notice de sécurité de l'autorisation de travaux  
Effectif du public : < 1500 personnes

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>2ème catégorie de type L</b> |
|---------------------------------|

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Instruction en cours, avis à nous transmettre

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 12/12/1984 portant approbation des dispositions particulières applicables au type L
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

non communiqué

**Autres prescriptions particulières :**

non communiqué

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

| Réf | Exigences réglementaires  | Avis | Observations  |
|-----|---|------|---|
|     | <b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b><br><br><b>Section I - Classement des Etablissements</b><br>GN 1 Classement des établissements.<br>GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.<br>GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.<br><br><b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b><br>GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité.<br>GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents.<br>GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux.<br>GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.<br>GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.<br>GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.<br>GN 10 Application du règlement aux établissements existants.<br><br><b>Section III - Contrôle des Etablissements</b><br>GN 11 Notification des décisions.<br>GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.<br><br><b>Section IV - Travaux</b><br>GN 13 Travaux dangereux.<br><br><b>Section V - Normalisation</b><br>GN 14 <b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b><br>GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI<br>GN 14 Matériels du SSI<br>GN 14 Matériels électriques<br>GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson<br>GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.<br><br><b>Section VI - Structures provisoires et démontables</b><br>GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables<br><br><b>Livre II</b><br><br><b>Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b><br><br><b>Titre Premier Dispositions Générales</b> |      | Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents<br><br>Cf « Classement et référentiel »<br><br>A respecter par l'exploitant.<br>Existant non modifié<br><br>A respecter par l'exploitant.<br><br>Existant non modifié<br>Documentation à transmettre en EXE<br>Documentation à transmettre en EXE<br>Existant non modifié<br>Existant non modifié |

| Réf    | Exigences réglementaires   | Avis | Observations   |
|--------|--|------|--|
|        | <b>Chapitre Premier - Généralités</b>  |      |  |
| GE 1   | Objet.   | PM   |  |
|        | <b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>   |      |  |
| GE 2   | Dossier de sécurité.   | HM   | A la charge du Maître d'Ouvrage.   |
| GE 3   | Visite de réception.   | HM   | A la charge de l'exploitant.   |
| GE 4   | Visites périodiques.   | HM   | A la charge de la commission de sécurité.  |
| GE 5   | Avis relatif au contrôle de la sécurité.   | HM   | A la charge de l'exploitant.   |
|        | <b>Section II - Vérifications Techniques</b>   |      |  |
| GE 6   | Généralités.   | PM   |  |
|        | Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur  |      |  |
| GE 7   | Conditions d'applications.   | PM   | Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.   |
| GE 8   | Types de vérifications.  | PM   |  |
| GE 9   | Rapports de vérifications.   | PM   | Etablis selon GE9 et remis après vérifications.  |
|        | Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents   |      |  |
| GE 10  | Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.   | PM   |  |
|        | <b>Chapitre II - Construction</b>  |      |  |
|        | <b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>  |      |  |
| CO 12  | Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales. | AF   | Il est prévu au CCTP : "la reconstitution des traversées de toutes parois par plâtre ou mousse coupe feu adaptée suivant les cas et les diamètres à reboucher."<br>PV ou justificatif du calfeutrement à transmettre en EXE. |
|        | <b>Section IX - Dégagements</b>  |      |  |
|        | <b>Chapitre VII - Installations électriques</b>  |      |  |
|        | <b>Section I - Généralités</b>   |      |  |
| EL 1   | Objectifs.   | PM   |  |
| EL 2   | Documents à fournir.   |      | Voir liste des documents à transmettre.  |
| EL 3   | Définitions.   | PM   |  |
| EL 4   | Règles générales.  |      |  |
| EL 4§1 | Conformité au code du travail et aux normes applicables  | AS   | S'assure par note de calcul de la bonne adéquation des appareillages implantés dans les armoires électriques avec les installations existantes. (sélectivité, filiation, chute de tension ...)                               |
| EL 4§2 | Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement   | SO   |  |
| EL 4§3 | Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public  | HM   | Existant non modifié dans le cadre de notre projet.  |
| EL 4§4 | Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale   | SO   |  |
| EL 4§5 | Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public  | AF   |  |
| EL 4§6 | Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie   | AF   | - Création d'un local source centrale dans la régie.   |
|        | <b>Section II – Règles d'Installation</b>  |      |  |
| EL 5   | Locaux de service électrique.  |      |  |
| EL 5§1 | Définition.  | PM   |  |
| EL 5§2 | Identification et accès.   | PM   | Liste des locaux de services électriques :<br>- Local source centrale.   |

| Réf     | Exigences réglementaires   | Avis | Observations   |
|---------|--|------|--|
| EL 5§3  | Isolement des locaux de service électrique.  | AF   | Création du local source centrale :<br>Les parois seront constituées en carreaux de plâtre permettant d'obtenir un degré coupe feu 2H du local et d'un bloc porte simple vantail coupe feu 1H, muni d'un ferme porte.<br>Il est également prévu un clapet coupe-feu au droit de la VB du local source. |
| EL 5§4  | Moyens d'extinction.   | HM   | existant non modifié   |
| EL 5§5  | Eclairage de sécurité.   | AD   | <b>Absence de BAES et de BAPI au niveau du local source centrale. (local de service électrique)</b>  |
| EL 6    | <b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b> |      |  |
| EL6     | Isolement du local contenant des matériels haute tension   | HM   | existant non modifié   |
| EL6     | Ventilation du local sur l'extérieur   | AF   | remplacement de la ventilation mécanique dans local transformateur du bâtiment Simone Veil   |
| EL 7    | <b>Implantation des groupes électrogènes.</b>  | SO   |  |
| EL 8    | <b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>   |      |  |
| EL 8§1  | Implantation des batteries ne constituant pas une AES.   | AF   |  |
| EL 8§2  | Implantation des batteries constituant une AES.  | AF   |  |
| EL 8§2  | Batterie constituant une AES : isolement du local de service électrique selon EL5§3b.  | SO   |  |
| EL 8§3  | Ventilation du local contenant des batteries.  | AF   | Ventilé sur l'extérieur.   |
| EL 8§3  | Signalisation de coupure d'alimentation des dispositifs de charge.   | AS   | <b>Précisez la mise en place d'un voyant de report de défaut de la source centrale.</b>  |
| EL 8§4  | Batteries de démarrage de groupes électrogènes.  | HM   | Existant non modifié dans le cadre de notre projet.  |
| EL 9    | <b>Tableaux "normaux".</b>   | AF   |  |
| EL 10   | <b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>  |      |  |
| EL 10§1 | Distribution des installations par des canalisations fixes.  | AF   |  |
| EL 10§2 | Câbles et conducteurs de la catégorie C2.  | AF   |  |
| EL 10§3 | Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.  | AF   |  |
| EL 10§4 | Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.   | AF   | Prévu au CCTP : la reconstitution des traversées de toutes parois par plâtre ou mousse coupe feu adaptée suivant les cas et les diamètres à reboucher  |
| EL 10§5 | Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.  | AF   |  |
| EL 10§6 | Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement  | SO   | Existant non modifié dans le cadre de notre projet.  |
| EL 11   | <b>Appareillages et appareils d'utilisation.</b>   |      |  |
|         | <b>Section III – Installation de Sécurité</b>  |      |  |
| EL 12   | <b>Alimentation électrique des installations de sécurité.</b>  | PM   | Installations de sécurités prévues dans l'établissement :<br>- Système de sécurité incendie (SSI)<br>- Source centralisée d'éclairage de sécurité  |
| EL 13   | <b>Alimentation électrique de sécurité.</b>  | AS   | <b>Précisez comment est réalisé l'alimentation de la source centrale.</b>  |
| EL 14   | <b>Alimentation électrique des installations de sécurité à partir d'une dérivation issue du tableau principal.</b>           |      |  |
| EL 14§1 | Implantation du tableau principal en local de service électrique.  | PM   |  |
| EL 14§1 | Isolement du local de service électrique selon EL5§3b.   | AF   |  |
| EL 14§2 | Caractéristiques de l'alimentation électrique.   | PM   |  |
| EL 14§3 | Cas d'un groupe électrogène de remplacement.   | SO   |  |
| EL 15   | <b>Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité.</b>                        | PM   |  |
| EL 15§1 | Tableau de sécurité en local de service électrique réservé à ce seul usage.  |      |  |
| EL 15§1 | Isolement du local de service électrique selon EL5§3b.   | HM   | existant non modifié   |
| EL 15§2 | Identification des circuits et matériels.  |      |  |
| EL 15§3 | Coupure des dispositifs de charge.   |      |  |
| EL 15§4 | Local avec Batteries d'accumulateurs.  |      |  |
| EL 15§5 | Composition du tableau de sécurité.  |      |  |
| EL 16   | <b>Circuits d'alimentation en énergie des installations de sécurité.</b>   | AF   | Réalisé en CR1   |
| EL 17   | <b>Signalisations.</b>   | PM   |  |

| Réf                  | Exigences réglementaires  | Avis      | Observations   |
|----------------------|---|-----------|--|
|                      | <b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b>   |           |  |
| EL 18                | Maintenance, exploitation.  | HM        | A la charge de l'exploitant.   |
| EL 19                | Vérifications techniques.   | PM        | Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.                             |
| <b>EL 20 - EL 23</b> | <b>Section V - Installations Temporaires</b>  | SO        |  |
|                      | <b>Chapitre VIII - Eclairage</b>  |           |  |
|                      | <b>Section I - Généralité</b>   |           |  |
| EC 1                 | Objectifs.  | PM        |  |
| EC 2                 | Règles générales.   | AF        |  |
| EC 3                 | Définitions des différents éclairages.  | PM        |  |
| EC 4                 | Documents à fournir.  | <b>AS</b> | <b>Les PV de conformité à la NF EN 60541</b>   |
| EC 5                 | Appareils d'éclairage.  | AF        |  |
|                      | <b>Section II - Eclairage Normal</b>  |           |  |
| EC 6                 | Règles de conception et d'installation.   | AF        |  |
|                      | <b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>  |           |  |
| EC 7                 | Conception générale.  | PM        |  |
| EC 8                 | Fonctions de l'éclairage de sécurité.   | PM        |  |
| EC 9                 | Eclairage d'évacuation.   | PM        |  |
| EC 10                | Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.   | PM        |  |
| EC 11                | Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs. | PM        |  |
| EC 12                | Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.  | PM        |  |
| EC 13                | Maintenance et entretien.   | HM        | A la charge de l'exploitant  |
| EC 14                | Exploitation.   | HM        | A la charge de l'exploitant  |
| EC 15                | Vérifications.  | PM        | Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.                             |
|                      | <b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>  |           |  |
|                      | <b>section I - Généralités</b>  |           |  |
| MS 1                 | Différents moyens de secours.   | PM        |  |
| MS 2                 | Dispositions particulières.   | PM        |  |
| MS 3                 | Documents à fournir.  | HM        | A la charge du Maître d'Ouvrage.   |
|                      | <b>section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)</b>   |           |  |
| MS 53                | Objet.  | AF        | SSI de catégorie A avec alarme de type 1 existant  |
| MS 54                | Zones : terminologie.   | PM        |  |
| MS 55                | Conception des zones.   | <b>AS</b> | <b>Nous transmettre le cahier des charges du coordinateur SSI comprenant les travaux de modification du SSI.</b> |
|                      | Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie   |           |  |
| MS 56                | Principes généraux.   | AF        | Une tête de détection incendie sera installée dans le local source centrale qui est créé au R+2.                 |
| MS 57                | Contraintes liées au système de détection incendie.   | HM        | A respecter par l'exploitant.  |
| MS 58                | Obligations de l'installateur et de l'exploitant.   | AF        |  |
|                      | Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)                                      |           |  |
| MS 59                | Généralités.  | AF        |  |

| Réf   | Exigences réglementaires  | Avis | Observations   |
|-------|---|------|--|
| MS 60 | Automatismes.   | AF   | le CMSI mettra en sécurité les salles d'audition (grande et petite) avec les asservissements suivants :<br>- Allumage de l'éclairage normal<br>- Coupure sono / programme en cours<br>- Diffusion intermittente d'un signal sonore suivi d'un message pré enregistré annonçant l'évacuation. |
|       | Sous-section 3 - Système d'alarme   |      |  |
| MS 61 | Terminologie.   | PM   |  |
| MS 62 | Classement.   | AF   | Alarme type 1 existante  |
| MS 63 | Utilisation de l'alarme générale sélective.                               | HM   | existant non modifié   |
| MS 64 | Principes généraux d'alarme.  | HM   | existant non modifié   |
| MS 65 | Conditions générales d'installation.                                      | AF   |  |
| MS 66 | Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2. | HM   | existant non modifié   |
| MS 67 | Conditions d'exploitation.  | HM   | A respecter par l'exploitant.  |
|       | Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation                    |      |  |
| MS 68 | Entretien.  | HM   | A respecter par l'exploitant.  |
| MS 69 | Consignes d'exploitation.   | HM   | A respecter par l'exploitant.  |
|       | <b>Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles</b>                |      |  |
| MS 72 | Entretien et signalisation.   | HM   | Concerne l'exploitant.   |
| MS 73 | Vérifications techniques.   | PM   | Dossier d'identité SSI à transmettre en fin de chantier.   |
| MS 74 | Contrôles.  | HM   | Concerne l'exploitant.   |
| MS 75 | Autres obligations de l'exploitant.                                       | HM   | A respecter par l'exploitant.  |



## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (\*)

| Réf | Exigences réglementaires  | Avis | Observations   |
|-----|---|------|--|
|     | <p><b>Chapitre 1er - Etablissements du Type L (Salles à usage d'Audition, de Conférences, de Réunions, de Spectacles ou à usages Multiples)</b></p> <p><b>Sous chapitre I - Mesures applicables à tous les établissements</b></p> <p><b>Section V - Installations Electriques</b></p> <p><b>L13 Dispositif de réglage des lumières et de la sonorisation</b></p> <p>L13§1 Pupitre et organes de puissance</p> <p>L13§2 Résistance au feu des parois et portes du local de service électrique pour organes de puissance.</p> <p>L13§2 Ventilation du local de service électrique pour organes de puissance</p> <p>L13§2 Organes de puissance hors local de service électrique</p> <p>L13§3 Pupitre en cabine de projection</p> <p>L13§4 Pupitres et organes de puissance en bloc-scène</p> <p>L13§5 Installations semi- permanentes</p> <p><b>Section VI - Moyens de secours</b></p> <p>L14 Service de sécurité incendie</p> <p>L15 Système de sécurité incendie</p> <p>L16 Système d'alarme</p> |      | <p>Arrêté du 05/02/2007, modifié par l'arrêté du 30/10/2023 et précédents.</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>PM A respecter par l'exploitant ( y compris en établissement existant à compter du 22/06/2008)</p> <p>AF SSI de cat A</p> <p>AF Alarme type 1</p> <p>le CMSI mettra en sécurité les salles d'audition (grande et petite) avec les asservissements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allumage de l'éclairage normal</li> <li>- Coupure sono / programme en cours</li> <li>- Diffusion intermittente d'un signal sonore suivi d'un message pré enregistré annonçant l'évacuation.</li> </ul> |

## VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

| Réf      | Exigences réglementaires   | Avis | Observations  |
|----------|--|------|---|
|          | <b>CODE DU TRAVAIL</b>   |      | Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.   |
|          | <b>Livre II</b>  |      |   |
|          | <b>Titre I</b>   |      |   |
|          | <b>Chapitre V</b>  |      |   |
|          | <b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>   |      | Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010   |
| R4215-1  | Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.   | PM   |   |
| R4215-2  | Dossier Technique  | PM   | Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement :<br><br>- schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs)<br>- éléments caractéristiques de l'appareillage. |
| R4215-3  | Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-4  | Protection contre les montées en potentiel des masses  | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-5  | Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-6  | Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.  | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-7  | Dispositifs de sectionnement.  | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-8  | Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-9  | Mise en oeuvre des canalisations électriques.  | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-10 | Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-11 | Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-12 | Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-13 | Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-14 | Conformité des installations électriques aux normes homologuées.   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-15 | Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.   | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-16 | Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen. | PM   | A respecter en exécution.   |
| R4215-17 | Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)  | PM   | A respecter en exécution.   |